



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation
19 juillet 2017

Date d'affichage
08 AOUT 2017

Date de séance
28 juillet 2017

L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juillet, à huit heures

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur le maire, Ronald TUMAHAI.

Etaient présents :

Nombre de conseillers	
En exercice	35
Présents	24
Procurations	8
Votants	32
Pour	32
Contre	0
Abstention	0

OBJET :

Relative à la réalisation des heures supplémentaires et complémentaires des agents de la commune

**ACTE RENDU
EXECUTOIRE**

Le Maire certifie sous sa responsabilité que le présent acte

A été déposé
à la Subdivision
Administrative
le.....**04 AOUT 2017**...

et a été publié, affiché ou
07 AOUT 2017

Pour le Maire absent,
Le 1^{er} Adjoint,



Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration
TUMAHAI Ronald	X		
LISSANT Simplicio		X	Aitu POMMIER
POMMIER Aitu	X		
DUBOIS Tatiana	X		
TATARATA Marc	X		
MANEA LYAU Tania	X		
CHING Yves		X	Ismaël HAPAITAHAA
PUCHON Cathy	X		
HAPAITAHAA Ismaël	X		
TEISSIER Hinano	X		
TEURU Marie-Rose		X	Tania MANEA-LYAU
JURD Marguerite	X		
VERNAUDON Christian	X		
TEATIU Imelda	X		
VAN BASTOLAER Gustave		X	Andre TEAHU
MAITI Mareta	X		
TEAHU André	X		
MARA Astride		X	
RUA Antoine	X		
TAHUTINI Edmée	X		
PERE Paul	X		
ATAE Layana	X		
BAMBRIDGE RICHERD Bellinda		X	Tatiana DUBOIS
DOOM Georges		X	Irwin FAATAU
FAATAU Irwin	X		
SANQUER Juliana	X		
CHING Jean-Pierre	X		
PATII Terava	X		
ARO Dylma		X	Monette HARUA
LEBOUCHER Michel		X	Marguerite JURD
HARUA Monette	X		
HOWELL Patrick	X		
TERIITERAAHAUMEA Patricia	X		
TETUANUI Willy		X	
HOPU Aimata		X	

Formant la majorité des membres en exercice.

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- **VU** le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- **VU** l'arrêté n° 1085 DIPAC du 5 juillet 2012 relatif à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique des communes, des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que dans leurs établissements publics administratifs ;
- **VU** la délibération n° 120/2012 du 28 septembre 2012 relative à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents de la commune ;
- **VU** la délibération n° 87/2014 du 03 juillet 2014 relative à la réalisation des heures supplémentaires et complémentaires des agents de la commune ;
- **VU** l'avis n°2/2017 du CTP du 11 juillet 2017 sur l'indemnisation des heures supplémentaires ;
- **VU** l'avis favorable la commission des affaires administratives en date du 11 juillet 2017 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 28 juillet 2017 ;

ADOpte

- Article 1** – La délibération n° 87/2014 du 03 juillet 2014 relative à la réalisation des heures supplémentaires et complémentaires des agents de la commune est abrogée.
- Article 2** – En raison des nécessités de service et à la demande du supérieur hiérarchique ou du Maire, des heures supplémentaires peuvent être effectuées. Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps complet ne pourra excéder 25 heures par mois.
- Article 3** – Un repos compensateur, d'une durée égale au temps de travail supplémentaire effectué, est prévu pour la réalisation des heures supplémentaires des agents non titulaires, des fonctionnaires titulaires et stagiaires, tout cadre d'emplois confondus, affectés à temps complet aux services et fonctions suivants :

- Services :

- Direction générale des services
- Service des ressources humaines
- Service des affaires administratives
- Service Jeunesse et vie locale
- Service de l'Environnement
- Service des Eaux
- Service du Développement Durable
- Service Insertion économique
- Service de la Restauration scolaire
- Service des Finances
- Service des systèmes d'information
- Service solidarité et scolarité
- Service Etude et Aménagement
- Service Patrimoine Communale
- Service de la Police municipale
- Service Incendie et Secours
- Cabinet du Maire

- Fonctions :

- Directrice générale des services
- Directrice de cabinet
- Agent d'accueil téléphonique
- Agent comptable
- Assistant technique informatique
- Archiviste
- Documentaliste
- Chargé du développement social des territoires
- Coordonnateur du projet social de territoire
- Agent de courrier
- Responsable de pôle
- Agent d'entretien des espaces verts
- Menuisiers
- Magasinier
- Soudeur
- Agent technique polyvalent
- Conducteur de bus
- Agent de police
- Agent de création de support audiovisuel et graphique
- Opérateur du dispositif de vidéosurveillance
- Agent d'entretien des infrastructures sportives
- Directrice des ressources
- Directeur du développement urbain
- Conducteurs de travaux
- Plantons
- Cantinière
- Cuisinier
- Chef de service
- Agent administratif
- Assistante en ressources humaines
- Agent d'entretien des locaux
- animateurs sportif
- Eboueur
- Conducteur d'engins lourds
- Agent du tri
- Mécanicien
- Manœuvre
- Electriciens
- Sapeur-pompier
- Chargé de mission de développement local,
- Agent de publication et des relations presse, assistante du protocole
- Agent d'entretien des réseaux d'eau potable, d'assainissement et des eaux usées

A ce titre, ces heures compensées seront majorées de nuit, les dimanches et les jours fériés, conformément aux taux prévus par l'arrêté n° 1085 DIPAC du 5 juillet 2012.

Dans le cadre de l'organisation des journées d'élections européennes, nationales, territoriales et communales, les agents cités ci-dessus seront rémunérés par les indemnités horaires pour heures supplémentaires prévues par l'arrêté n° 1085 DIPAC du 5 juillet 2012.

Article 4 – Sont rémunérées, conformément aux dispositions et aux taux prévus par l'arrêté n° 1085 DIPAC du 5 juillet 2012 pour la réalisation des heures supplémentaires effectuées, les agents non titulaires, les fonctionnaires titulaires et stagiaires des cadres d'emploi « Application » et « Exécution », toutes filières confondues affectés à temps complet aux services et aux missions suivantes :

Service	Mission
Direction générale des services	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dossiers des conseils municipaux ▪ Interventions sur le réseau informatique ▪ Installation du matériel informatique pour les réunions et événements communaux ▪ Suivi de la commande publique
Finances	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation des maquettes budgétaires (budget principal, budgets annexes des déchets, de l'eau et de la restauration scolaire) avant le 31 mars et transmission au contrôle de légalité et à la TIVAA dans les délais impartis ▪ Traitement des encaissements et des saisies sur ENOHA et Monarque
Affaires administratives	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mariages ▪ Enterrements ▪ Elections européenne, nationale, territoriale et communale
Jeunesse et vie locale Développement durable et économique Scolarité et solidarité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretien et surveillance des infrastructures communales ▪ Réunions publiques ▪ Evènements majeurs de la commune ▪ Actions de sensibilisation ▪ Suivi de la commande publique
Patrimoine communal	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Installation électrique ▪ Installation de la sonorisation ▪ Livraison et installation de matériel (chapiteaux, tables, chaises, etc.) ▪ Nettoyage des parcs et jardins ▪ Transport ▪ Préparation logistique des inhumations ▪ Interventions pour incidents imprévus (plomberie, dégradations et incivilités sur le patrimoine communal, etc.)
Incendie et Secours	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gardes
Police municipale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gardes

Article 5 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Article 6 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 28 juillet 2017,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*



Le Maire,

Ronald TUMAHAI